

CR 96/6

International Court
of Justice

THE HAGUE

Cour internationale
de Justice

LA HAYE

YEAR 1996

Public sitting

held on Monday 29 April 1996, at 3 p.m., at the Peace Palace,

President Bedjaoui presiding

in the case concerning the Application of the Convention on the
Prevention and Punishment of the Crime of Genocide

(Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro)),

VERBATIM RECORD

ANNEE 1996

Audience publique

tenue le lundi 29 avril 1996, à 15 heures, au Palais de la Paix,

sous la présidence de M. Bedjaoui, Président

en l'affaire de l'Application de la convention pour la prévention
et la répression du crime de génocide

(Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))

COMPTE RENDU

Present: President Bedjaoui
 Vice-President Schwebel
 Judges Oda
 Guillaume
 Shahabuddeen
 Weeramantry
 Ranjeva
 Herczegh
 Shi
 Koroma
 Vereshchetin
 Ferrari Bravo
 Parra-Aranguren
 Judges *ad hoc* Lauterpacht
 Kreća

 Registrar Valencia-Ospina

Présents : M. Bedjaoui, Président
M. Schwebel, Vice-Président
MM. Oda
Guillaume
Shahabuddeen
Weeramantry
Ranjeva
Herczegh
Shi
Koroma
Vereshchetin
Ferrari Bravo
M. Parra-Aranguren, juges
MM. Lauterpacht
Kreća, juges ad hoc
M. Valencia-Ospina, Greffier

The Government of Bosnia and Herzegovina is represented by:

H.E. Mr. Muhamed Sacirbey, Ambassador and Permanent Representative of the Republic of Bosnia and Herzegovina to the United Nations,

As Agent;

Mr. Phon van den Biesen, Attorney in Amsterdam,

As Deputy-Agent, Counsel and Advocate;

Mr. Thomas Franck, Professor at the School of Law, New York University; Director, Center for International Studies;

Mr. Alain Pellet, Professor, University of Paris X-Nanterre and Institute of Political Studies Paris,

Ms. Brigitte Stern, Professor, University of Paris I (Panthéon, Sorbonne),

As Counsel and Advocates;

Mr. Khawar M. Qureshi, Barrister in London, Lecturer in Law, King's College, London,

Mr. Vasvija Vidović, Minister-Counsellor with the Embassy of Bosnia and Herzegovina in Brussels, Representative of the Republic of Bosnia and Herzegovina at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia

Mr. Marc Weller, Assistant Director of Studies, Centre for International Studies, University of Cambridge, Member of the Faculty of Law of the University of Cambridge,

As Counsel;

Mr. Pierre Bodeau, Research Assistant/Tutor, University of Paris X-Nanterre,

Mr. Michiel Pestman, Attorney in Amsterdam,

As Counsellors;

Mr. Hervé Ascensio, Research Assistant/Tutor, University of Paris X-Nanterre,

Ms. Marieke Drenth,

Ms. Froana Hoff,

Mr. Michael Kellogg,

Mr. Harold Kocken,

Ms. Nathalie Lintvelt,

Mr. Sam Muller,

Mr. Joop Nijssen,

Mr. Eelco Szabó,

As Assistants.

Le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine est représenté par :

S. Exc. M. Muhamed Sacirbey, ambassadeur et représentant permanent de la République de Bosnie-Herzégovine auprès de l'Organisation des Nations Unies,

comme agent;

M. Phon van den Biesen, avocat à Amsterdam,

comme agent adjoint, conseil et avocat;

M. Thomas M. Franck, professeur à la faculté de droit et directeur du centre d'études internationales de l'Université de New York,

M. Alain Pellet, professeur à l'Université de Paris X-Nanterre et à l'Institut d'études politiques de Paris,

Mme Brigitte Stern, professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne),

comme conseils et avocats;

M. Khawar M. Qureshi, avocat à Londres, Lecturer in Law au King's College de Londres,

Mme Vasvija Vidović, ministre-conseiller à l'ambassade de la République de Bosnie-Herzégovine à Bruxelles, représentant de la République de Bosnie-Herzégovine auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie,

M. Marc Weller, directeur adjoint des études au centre d'études internationales de l'Université de Cambridge, membre de la faculté de droit de l'Université de Cambridge,

comme conseils;

M. Pierre Bodeau, allocataire-moniteur à l'Université de Paris X-Nanterre,

M. Michiel Pestman, avocat à Amsterdam,

comme conseillers;

M. Hervé Ascencio, allocataire-moniteur à l'Université de Paris X-Nanterre,

Mme Marieke Drenth,

Mme Froana Hoff,

M. Michael Kellogg,

M. Harold Kocken,

Mme Nathalie Lintvelt,

M. Sam Muller,

M. Joop Nijssen,

M. Eelco Szabó,

comme assistants.

The Government of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) is represented by:

H.E.Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia and Professor of International Law, Novi Sad University;

Mr. Djordje Lopicic, Chargé d'Affaires of the Embassy of the Federal Republic of Yugoslavia, The Hague,

as Agents;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., F.B.A., Queen's Counsel, Chichele Professor of Public International Law,

Mr. Miodrag Mitic, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor in the Catholic University of Leuven, formerly Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

as Counsel and Advocates;

Mr. Stevan Djordjevic, Professor of International Law, Belgrade University,

H.E. M. Shabtai Rosenne, Ambassador,

Mr. Gravro Perazic, Professor of International Law, Podgorica University,

as Counsel.

Le Gouvernement de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) est représentée par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

M. Djordje Lopacic, chargé d'affaires à l'ambassade de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à La Haye,

comme agents;

M. Ian Brownlie, C.B.E., F.B.A., Q.C., professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Miodrag Mitic, ancien ministre adjoint des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro),

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K.U.L.), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

comme conseils et avocats;

M. Stevan Djordjevic, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Shabtai Rosenne, ambassadeur,

M. Gavro Perazic, professeur de droit international à l'Université Podgorica,

comme conseils.

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir je vous prie. L'audience est reprise et je n'ai pas besoin d'appeler à la barre M. Suy qui y est déjà.

M. SUY : Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, comme je le disais ce matin lors de mon introduction, je vais m'attacher maintenant à examiner plusieurs arguments pour la République fédérale de Yougoslavie. Le premier point que je voudrais élaborer est le point suivant :

I. La Bosnie-Herzégovine n'a pas succédé automatiquement dans la convention sur le génocide.

La question de la succession d'Etats en matière de traités est controversée tant dans la pratique des Etats que dans la doctrine ainsi que nous le verrons dans un instant. S'il est vrai que, depuis le 23 août 1978, la convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités est ouverte à la signature, cet instrument n'a pas à ce jour pu entrer en vigueur et n'est donc pas applicable en tant que tel. Certaines de ses dispositions pourraient régir la matière qui nous concerne à condition bien sûr que ces dispositions reflètent le droit international coutumier.

La Bosnie-Herzégovine prétend que la règle de la *succession automatique*, incorporée dans l'article 34 portant sur la Succession d'Etats en cas de séparation de parties d'un Etat, dit que cet article 34 reflète le droit international coutumier. Cet article dispose que:

«Lorsqu'une partie ou des parties du territoire d'un Etat s'en séparent pour former un ou plusieurs Etats, que l'Etat prédécesseur continue ou non d'exister:

- a) tout traité en vigueur à la date de la succession d'Etats à l'ensemble du territoire de l'Etat prédécesseur reste en vigueur à l'égard de chaque Etat successeur ainsi formé...»

Cet article prévoit donc la succession automatique, c'est-à-dire la succession *ipso jure* : selon ce principe, l'Etat successeur serait partie aux traités conclus par son prédécesseur, indépendamment de sa volonté, et indépendamment de la volonté des autres parties à ces traités. Ni l'Etat successeur, ni les autres parties n'auraient la possibilité de se soustraire à ces liens conventionnels. Tel est le principe de la succession automatique.

Selon la Bosnie-Herzégovine, l'article 34 reflète le droit coutumier pour les Etats autres que les Etats nouvellement indépendants, et la règle dite de la *tabula rasa* s'applique aux Etats nouvellement indépendants seulement, c'est-à-dire aux anciennes colonies.

Dans son mémoire du mois de juin 1995 sur les exceptions préliminaires, et surtout dans la section B.1.4, pages 117 à 125, la Yougoslavie a montré que la pratique fait fi de la soi-disant règle de la succession automatique. Celle-ci ne fait pas partie du droit international coutumier. Le nombre très limité d'Etats ayant ratifié la convention de Vienne après dix-huit ans en est une preuve éclatante, et l'opinion que se fait la communauté internationale de la valeur des dispositions de la convention est claire.

Dans son *Statement* du 14 novembre 1995, la Bosnie-Herzégovine dit que toutes les références avancées par la Yougoslavie pour réfuter la thèse de la succession automatique «sont hors de propos, fondées sur une information erronée ou dénaturées» (voir leur *Statement*, point 3.31, *in fine*). Ceci nous amène à examiner de plus près la pratique récente. Celle-ci confirme que la règle de la succession automatique aux traités, prévue dans l'article 34 de la convention de Vienne, ne correspond aucunement aux réalités.

Voyons tout d'abord l'attitude de la Suisse vis-à-vis de la convention de Vienne de 1978. Ce pays n'a pas signé la convention et avait, lors de la conférence diplomatique de 1977/1978, exprimé des réserves de principe sur certaines dispositions de la convention et s'était abstenue lors du vote final. Dans une note de la direction du droit international public du département fédéral des affaires étrangères datée du 28 octobre 1991, on peut lire que l'opposition de la Suisse à cette convention était avant tout dirigée contre cette règle de la continuité des traités pour le nouvel Etat. La note en question poursuit:

«Il est effectivement difficile de justifier le traitement différent réservé d'un côté aux anciennes colonies (ENI) et, de l'autre, aux Etats ayant acquis leur indépendance à la faveur d'une sécession. La survie des traités pourrait être admise, à la rigueur, dans les cas où le traité a été conclu exclusivement pour le territoire en cause. Ainsi la convention ne peut guère prétendre avoir codifié le droit international coutumier en adoptant cette règle. En effet, une pratique uniforme des Etats sur ce point ne s'est dégagée ni avant 1978 ni après.» (*Revue Suisse de Droit International et Européen*, 1992, p. 580.)

Cette note nie donc la pertinence de la distinction entre les Etats nouvellement indépendants et les autres cas de succession, soutenue par la Bosnie-Herzégovine. La note souligne que, dans toutes les hypothèses, la survie des traités - c'est-à-dire la succession automatique - ne peut être envisagée que pour les traités territoriaux.

Dans un autre document, portant la date du 30 mars 1992, préparé par la même direction du droit international public de Berne en vue d'une conférence de presse prévue pour le 31 mars 1992 sur la question des relations conventionnelles entre la Suisse et les Républiques de Slovénie et de Croatie, il est dit notamment:

«Selon une opinion largement partagée au sein de la communauté internationale, la convention de Vienne de 1978 sur la succession d'Etats en matière de traités ... de même que la convention de Vienne de 1983 ... ne reflètent pas l'état du

droit coutumier et ne font, dans le meilleur des cas, qu'esquisser quelques solutions.» (Revue Suisse de Droit International et Européen, 1993, p. 709. Les italiques sont de nous.)

La pratique de l'Autriche a été exposée dans un article de la plume de Helmut Tichy, conseiller juridique adjoint au bureau du droit international du ministère des affaires étrangères de Vienne, publié dans la *Revue autrichienne de droit public et de droit international*. L'auteur qualifie tout d'abord le principe énoncé dans l'article 34 de la convention de Vienne de 1978 comme «*maximum continuity principle*». Et il poursuit:

"This concept is one of the main differences between the rules contained in this convention and the law in force, as interpreted by Austria and many other States... The maximal continuity principle, as contained in Article 34 of the 1978 Convention, does not correspond to the existing rules of customary international law... Under customary international law, which obviously differs from Article 34 of the Convention, a rule automatically transferring to a new State the rights and duties deriving from the treaties of the predecessor cannot be established. The result of this is that, generally speaking, a newly formed State comes into being 'with a clean slate' as far as treaties is concerned, i.e. without treaty relations automatically derived from the predecessor State. This statement represents a general principle of law, which is not restricted to former colonial territories, as it would have been the intention of the 1978 Convention. This 'clean slate' principle is closely related to the principle that treaty obligations need to be based on an act of will by the States concerned, which applies not only to existing but also to all new States."

Ceci est une référence tirée de la *Revue autrichienne de droit public et de droit international*, vol. 44, 1992.

La pratique mentionnée de la Suisse et de l'Autriche, à laquelle on pourrait ajouter celle de l'Allemagne, de la Belgique et des Etats-Unis, constitue un démenti de la thèse de la succession automatique.

La Belgique reconnaît la Slovénie et la Croatie le 15 janvier 1992. Le 5 mars de cette année-là, la Belgique signe avec la Slovénie un traité relatif à la succession d'Etats dans lequel il est tout d'abord fait

mention des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et sur les relations consulaires (1963). Ces conventions seront d'application aux relations diplomatiques et consulaires entre le Royaume de Belgique et la République de Slovénie. Les deux parties conviennent en outre

«que les traités bilatéraux liant, d'une part, le Royaume de Belgique ... et, d'autre part, l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie, continueront de produire leurs effets entre le Royaume de Belgique et la République de Slovénie jusqu'à ce qu'ils aient été soit confirmés, soit renégociés par les deux parties. Le présent Accord du 5 mars 1992 entrera en vigueur le jour de sa signature.» (*Revue belge de droit international*, vol. XXVI (1993-2), p. 601.; les italiques sont de nous.)

Notre aperçu de la pratique prouve clairement que la règle d'une succession automatique aux traités, contenue dans l'article 34 de la convention de Vienne de 1978, et dont se prévaut la Bosnie-Herzégovine, n'est pas reconnue comme une règle du droit international coutumier.

Réalisant probablement que la pratique internationale démentit manifestement sa thèse, la Bosnie-Herzégovine refuse d'infirmier l'argumentation de la Yougoslavie en disant qu'«il n'est pas nécessaire d'engager un débat prolongé sur cette question» (par. 3.32 de leur *Statement*).

Le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine rétracte ensuite sa propre position sur la succession automatique en affirmant que «quelle que soit la norme internationale», la Bosnie-Herzégovine «était en droit de devenir partie à la convention sur le génocide» (3.32) (les italiques sont de nous). Et le *Statement* conclut cet épisode par la phrase suivante:

"It is clear that even under the 'clean slate' rule no State can prevent a successor State wishing to do so from becoming a party to a multilateral treaty such as the Genocide Convention to which its predecessor State was a party." (3.32 *in fine*.)

La Yougoslavie partage le point de vue selon lequel aucun Etat ne peut empêcher un Etat successeur, au cas où ce dernier le souhaiterait, de devenir partie à une convention multilatérale, telle que la convention sur le génocide, à laquelle l'Etat prédécesseur était partie. La Yougoslavie tient cependant à souligner les deux points suivants :

D'abord, ce droit de devenir partie à la convention sur le génocide implique qu'il n'y a pas de succession automatique. L'analyse de la Bosnie-Herzégovine est affectée par une contradiction manifeste.

Ensuite, s'il est vrai que la Bosnie-Herzégovine est en droit de devenir partie à la convention, cette qualité d'Etat partie ne s'acquiert que suivant les modalités prévues dans l'article 13 de la convention sur le génocide, c'est-à-dire par la ratification ou par l'adhésion, et selon, évidemment, les autres conditions spécifiques prévues dans la convention. Nous y reviendrons dans la suite de notre exposé.

**LA CONTINUITÉ AUTOMATIQUE N'EST PAS LA RÈGLE NON PLUS POUR
LES TRAITÉS MULTILATÉRAUX «HUMANITAIRES»**

Ayant terminé son argumentation par un aveu de doute et par un retrait quant à sa position de principe sur la succession automatique, le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine poursuit en disant que la règle de la continuité automatique est, en tout état de cause, la «règle dominante» applicable à une succession aux conventions multilatérales en matière de traités de droits de l'homme telle la convention sur le génocide. Le langage utilisé pour qualifier la fameuse règle de la continuité automatique mérite d'être souligné. Ayant affirmé que la continuité automatique est «la règle (*the rule*)» ou encore «la règle existante (*the existing rule*)» (par. 3.32), la Bosnie-Herzégovine se retranche maintenant derrière l'argument selon lequel «quoiqu'il en soit (*in any case*)» la «règle dominante (*the prevailing rule*) est celle de la

continuité automatique pour les conventions sur les droits de l'homme» (*Statement*, par. 3.33) (les italiques sont de nous).

Nous tenons à rappeler tout d'abord que la convention de 1948 sur le génocide n'est pas une convention sur les droits de l'homme accordant des droits individuels. Il s'agit, en effet, d'un accord international imposant aux Etats parties de prendre des mesures de prévention et de répression. Mais la Bosnie-Herzégovine omet de citer la phrase suivante où le professeur Brownlie formule son propre point de vue en ces termes :

«However, the actual practice does not support this thesis but rather indicates that the successor has an option to participate in such a treaty in its own right.» (*Principles of Public International Law*, 4th ed. 1990, p.670.)

Pour ce qui est de la pratique des Etats concernant la succession en matière de conventions humanitaires, la Bosnie-Herzégovine cite un passage du commentaire de la CDI qui concerne le seul cas du *Irish Free State* (*Statement*, par. 3.40). Cet exemple est suivi de plusieurs interventions de représentants à la Conférence diplomatique sur la succession en matière de traités qui, toujours selon la Bosnie-Herzégovine, ont tous souligné que, dans tous les cas, les Etats nouvellement indépendants «avaient fait usage de leur droit de succéder aux traités universels» (par. 3.41). Remarquons tout d'abord que «faire usage de son droit de succéder» est entièrement différent d'une succession automatique prônée par la Bosnie-Herzégovine. Ensuite, n'est-il pas curieux que la Bosnie-Herzégovine se réfère ici à la pratique de la succession d'Etats concernant les Etats nouvellement indépendants - pour lesquels vaut la règle de la *tabula rasa* - afin de soutenir la thèse de la succession automatique ?

Le *Statement* relève tout particulièrement la pratique de la Suisse qui serait favorable à la succession automatique aux traités multilatéraux et, notamment, aux conventions humanitaires dites de Genève pour lesquelles le Gouvernement de la Confédération Helvétique exerce les fonctions de dépositaire. Citant à l'appui un article de Courtier paru dans l'*Annuaire français du droit international* de 1961, la Bosnie-Herzégovine résume la pratique suisse comme suit :

«Elle [la Suisse] considérait que tous les Etats nouveaux étaient liés par ces conventions au moment de leur accession à la vie internationale sauf s'ils faisaient une déclaration contraire.» (Par. 3.41, *in fine.*)

Notons d'abord que cet extrait ne confirme nullement la thèse de la succession automatique, puisque l'Etat nouveau pourrait se soustraire aux conventions en faisant une «déclaration contraire».

Par ailleurs, l'analyse de la Bosnie-Herzégovine est totalement inconsistante. Plus loin, nous lisons en effet que la Suisse, lorsqu'elle agit dans sa capacité de dépositaire des conventions humanitaires, «considère que la succession automatique est possible par une notification unilatérale de succession qui suffit pour faire du nouvel Etat une partie au traité» (par. 3.44).

Monsieur le Président, tout cela est vague, flou, et ne repose pas sur une analyse sérieuse et correcte de la pratique suisse en la matière qui, répétons-le, est très importante en raison de la fonction de dépositaire du Gouvernement de Berne pour les conventions humanitaires de Genève de 1949 et des protocoles additionnels de 1977. La pratique suisse a été résumée correctement par sir Humphrey Waldock en 1970 lorsqu'il disait à la Commission du droit international ce qui suit :

«en dépit des objectifs humanitaires des conventions de Genève et du fait que les règles qu'elles posent relèvent du droit international général, le Conseil Fédéral n'a pas considéré qu'un Etat ayant récemment accédé à l'indépendance devenait

automatiquement partie à ces conventions du fait que son prédécesseur les avait ratifiés ou y avait adhéré. Le Conseil Fédéral a attendu que l'Etat manifeste expressément sa volonté à l'égard de chaque convention, soit par une déclaration de continuité, soit par un instrument d'adhésion» (*Annuaire de la Commission du droit international, 1970, vol.II, p. 38, par. 12*).

Zidane Meriboute, auteur du seul ouvrage classique sur *La Codification de la Succession d'Etats aux Traités*, paru en 1984, en conclut :

«A notre avis, il est difficile de soutenir qu'un Etat nouvellement indépendant soit lié par les conventions de Genève de 1949 tant qu'il n'a pas envoyé sa déclaration de succession.» (P. 83.)

L'argument de la Bosnie-Herzégovine, fondé sur le cas des Etats nouvellement indépendants, est donc dépourvu de tout fondement.

La thèse de la succession automatique dans les conventions humanitaires n'est pas plus défendue par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). En novembre 1980, son Président, M. Alexandre Hay, a informé par lettre circulaire les ministres des affaires étrangères des Etats non-parties aux conventions de Genève que désormais, et à la suite de l'adoption de la convention de 1978 :

«la communauté internationale ne considère plus un Etat successeur comme partie à un traité liant l'Etat prédécesseur, à moins que ledit Etat successeur n'ait formellement manifesté son intention de rester lié. *On n'a pas admis d'exception à ce principe pour les traités de droit international humanitaire*» (cité chez Z. Meriboute, *op. cit.*, p. 84, note 29; les italiques sont de nous).

Dans son *Statement*, le Gouvernement bosniaque mentionne également la pratique du comité des droits de l'homme (p. 72 et suiv., en particulier p. 74 et 75, par. 3.50). Cette pratique confirmerait la thèse de la succession automatique des Etats successeurs aux conventions multilatérales concernant les droits de l'homme. Et le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine se réfère notamment à l'épisode où, lors de sa

quarante-sixième session (octobre-novembre 1992), le Comité des droits de l'homme, organe créé par le pacte des Nations Unies sur les droits civils et politiques de 1966, examina les rapports spéciaux que les gouvernements de Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la République fédérative de Yougoslavie lui avaient soumis. A l'issue de l'examen du rapport de la Bosnie-Herzégovine, le comité notait dans ses observations que cette République, en soumettant un rapport et en envoyant auprès de lui une délégation, confirmait qu'elle avait succédé aux obligations souscrites par la Yougoslavie au titre du pacte. Mais ce comité des droits de l'homme recommanda ensuite à la République de Bosnie-Herzégovine, de faire officiellement acte de succession en ce qui concerne le pacte, en adressant au Secrétaire général de l'ONU la notification appropriée. Or, ce n'est que le 1er septembre 1993, - c'est-à-dire dix mois après cette exhortation du comité des droits de l'homme -, que le Secrétaire général a reçu l'instrument de succession de la République de Bosnie-Herzégovine en ce qui concerne le pacte, avec effet au 6 mars 1992 (date de sa proclamation d'indépendance).

Ces quelques exemples tirés de la pratique des Etats, des dépositaires des conventions internationales en matière de droit humanitaire et des droits de l'homme ainsi que des organes conventionnels prouvent qu'il n'y a pas de règle générale selon laquelle ces conventions s'imposent automatiquement aux Etats successeurs.

Quelle en est la raison ? Cette raison a été exprimée très clairement par sir Humphrey Waldock, rapporteur spécial de la Commission du droit international sur la succession en matière de traités. Dans son troisième rapport sur cette question, et traitant des conventions multilatérales ayant le caractère de traités-loi, sir Humphrey fait la distinction entre les dispositions reflétant le droit international

coutumier, d'une part, et les dispositions qu'il appelle purement contractuelles, d'autre part. Dans la mesure, dit-il, où il reflète des règles coutumières, le droit contenu dans un traité affectera l'Etat nouveau en vertu de son caractère de droit coutumier généralement accepté. Mais ceci ne signifie pas que ce nouvel Etat est lié par le traité en tant que traité. En effet, les traités-loi contiennent très souvent des clauses purement contractuelles comme, par exemple, des dispositions sur le règlement judiciaire obligatoire des différends (*Yearbook of the International Law Commission*, 1970, vol. II, 34, par. 9).

C'est la raison pour laquelle on ne peut se prévaloir des dispositions matérielles d'un traité, pour fonder la thèse de la succession automatique. Les arguments invoqués pour fonder cette thèse sont dépourvus de toute pertinence quant aux dispositions contractuelles du traité, comme celles, je le répète, relatives au règlement obligatoire des différends.

Ainsi, l'article IX de la convention de 1948 sur le génocide, prévoyant le droit de saisir la Cour, est une disposition purement contractuelle. Ce caractère contractuel exclut qu'il puisse y avoir succession automatique.

En conclusion, les arguments de la Bosnie-Herzégovine basés sur le caractère dit «humanitaire» de la convention sur le génocide, sont infondés d'un double point de vue:

- d'abord, la convention sur le génocide, je le répète, est une convention de droit international pénal et ne contient pas de droits individuels.

- ensuite, quelle que soit la portée des dispositions matérielles de la convention, son article IX, sur lequel se fonde la Bosnie-Herzégovine, est une disposition purement contractuelle.

Il ne peut dès lors pas être question d'une succession automatique.

**LE LIBELLE MEME DE LA «NOTIFICATION DE SUCCESSION» DE LA
BOSNIE-HERZEGOVINE EXCLUT LA SUCCESSION AUTOMATIQUE**

Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, de l'avis du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie, le libellé de la «notification de succession» du 29 décembre 1992, émanant de la Bosnie-Herzégovine, exclut qu'il y ait eu succession automatique. Ce libellé prouve que la règle de la succession automatique n'est pas confirmée par la pratique.

Le texte de cette notification se lit comme suit:

«The Government of the Republic of Bosnia and Herzegovina, having considered the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide of 9 December 1948, to which the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia was a party, wishes to succeed to the same and undertakes carefully to perform and carry out all the stipulations therein contained with effect from 6 March 1992, the date on which the Republic of Bosnia and Herzegovina became independent.» (Les italiques sont de nous.)

Ce texte révèle tout d'abord, que le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine a examiné la convention sur le génocide. En outre, après l'examen de cette convention, le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine déclare qu'il souhaite y succéder et s'engage à s'y conformer.

Tout ceci montre que si la Bosnie-Herzégovine est devenue partie à la convention, c'est à la suite d'une *manifestation de volonté* librement exprimée. La Bosnie-Herzégovine n'a donc pas succédé automatiquement à la convention. Comment peut-on prétendre qu'il y a succession automatique alors qu'il faut procéder auparavant à un examen des engagements

conventionnels, et manifester, par une déclaration, sa volonté de s'y conformer ? Je voudrais citer ici le professeur I. A. Shearer :

«The device of a notification of succession, represents ... a useful addition to treaty practice, but as may be appreciated, to the extent that it represents a *consensual* measure on the part of the State assuming obligations or acquiring rights, it is inconsistent with any doctrine of succession by operation of law.» (*Starke's International Law*, 11th ed., 1994, p. 299.)

Il convient donc de conclure que la thèse de la succession automatique, soutenue par la Bosnie-Herzégovine, est dépourvue de tout fondement. Rien ne permet d'affirmer que la Bosnie-Herzégovine est devenue partie à la convention sur le génocide *ipso jure*.

II. La convention sur le génocide est entrée en vigueur entre les Parties lors des accords de Dayton de 1995, ou au plus tôt, en mars 1993

LA CONVENTION DE 1948 N'EST PAS APPLICABLE ENTRE LES PARTIES A COMPTEUR DE LA PROCLAMATION D'INDEPENDANCE DE LA BOSNIE-HERZEGOVINE

La deuxième partie de mon argumentation, Monsieur le Président, tient à dire que la convention sur le génocide est entrée en vigueur entre les Parties lors de la signature des accords de Dayton le 14 décembre 1995 ou au plus tôt en mars 1993.

La convention de 1948 n'est pas applicable entre les Parties à compter de la proclamation d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

Les sixième et septième exceptions préliminaires soulevées par la Yougoslavie concernent donc la date à laquelle la convention sur le génocide, - à supposer qu'elle soit applicable -, serait entrée en vigueur entre les Parties en cause. Et la Bosnie-Herzégovine soutient que cette date est celle de sa déclaration d'indépendance.

La Bosnie-Herzégovine fait valoir notamment que la procédure de l'adhésion, telle que préconisée par la Yougoslavie, créerait une lacune dans le temps (a *timegap*) souvent considérable dans l'application de la convention. Ceci créerait, de l'avis de la Bosnie-Herzégovine, une

situation inacceptable pour les conventions universelles sur les droits de l'homme (Statement, 6.4). Par conséquent, dit la Bosnie-Herzégovine, la date à laquelle la convention sur le génocide serait en vigueur entre les Parties serait le 6 mars 1992, date de la proclamation de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Tel serait l'effet de la notification de succession.

Cet argument, Monsieur le Président, fait fi à la fois des dispositions mêmes de la convention sur le génocide ainsi que du principe fondamental du droit des traités sur lequel un Etat ne peut être lié contre sa volonté.

Rappelons d'abord, une fois de plus, que la convention sur le génocide est une convention de droit pénal international, et non une convention de droits de l'homme. Ensuite, le fait qu'il ne pourrait pas y avoir de time-gap dans l'application de la convention sur le génocide, est contredit par les dispositions de ses articles 14 et 15. Ces articles de la convention sur le génocide ont trait à des situations telles que : la durée de la convention qui est fixée à dix ans et renouvelable chaque fois pour cinq ans), la possibilité de dénoncer la convention, et la cessation d'être en vigueur si, à la suite de dénonciations, le nombre de Parties se trouve ramené à moins de seize. Avouons que ces dispositions sont pour le moins très curieuses dans une convention à vocation soit-disant universelle !

Enfin, le fait que la Bosnie-Herzégovine n'a pas pu devenir partie à la convention à partir de la date de sa déclaration d'indépendance, est encore confirmé par l'article 11 de la convention. Cet article dispose que la convention est ouverte notamment aux Membres des Nations Unies. La République de Bosnie-Herzégovine n'a été admise à l'Organisation que le 22 mai 1992.

Les arguments invoqués par la Bosnie-Herzégovine, ne permettent donc en rien d'affirmer que la Bosnie-Herzégovine aurait été partie à la convention à partir de la date de sa déclaration d'indépendance. Il convient, par conséquent, d'analyser à quelle date ultérieure la Bosnie-Herzégovine aurait éventuellement pu devenir partie à ladite convention; et plus particulièrement, à quelle date se sont créés des liens conventionnels entre la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie

LA CONVENTION SUR LE GENOCIDE N'EST ENTREE EN VIGUEUR, DISONS NOUS, ENTRE LES PARTIES QU'A PARTIR DES ACCORDS DE DAYTON DE 1995

Constatons, comme point de départ, que selon la Bosnie-Herzégovine un Etat successeur pourrait déterminer la date de ses relations conventionnelles en faisant une déclaration unilatérale de succession. Or, cela aurait pour conséquence que le point de vue des autres parties contractantes serait totalement négligé. Ceci est contredit de la manière la plus ferme par l'article 9 de la convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités. Cet article 9 est rédigé comme suit:

«Article 9. - Déclaration unilatérale d'un Etat successeur concernant les traités de l'Etat prédécesseur

1. Les obligations ou les droits découlant de traités en vigueur à l'égard d'un territoire à la date d'une succession d'Etats ne deviennent pas les obligations ou les droits de l'Etat successeur ni d'autres Etats parties à ces traités du seul fait d'une déclaration unilatérale de l'Etat successeur prévoyant le maintien en vigueur des traités à l'égard de son territoire.»

Cette disposition montre clairement qu'un Etat successeur ne saurait, par le seul effet d'une déclaration unilatérale de succession voire même d'adhésion, créer des liens conventionnels.

La prétention de la Bosnie-Herzégovine contredit le principe selon lequel les relations contractuelles ne s'établissent que sur la base de l'accord et du consentement des parties.

Dans son livre, publié en 1986 sur *Le droit international de la succession d'Etats* (Bruxelles, Bruylant), le Dr. Annie Gruber écrit à propos de la nature de cette déclaration de succession ce qui suit :

«S'agissant d'un acte unilatéral dont les effets juridiques ne peuvent dépendre de la seule volonté de son auteur, on peut considérer que la déclaration unilatérale de succession renferme une sorte de proposition personnelle que les Etats tiers peuvent accepter ou refuser.» (P. 221.)

La République fédérale de Yougoslavie estime dès lors qu'une notification de succession ne saurait créer des liens conventionnels et, en particulier, des droits et obligations que moyennant le consentement entre l'Etat successeur et les Etats parties à la convention.

Concrètement, ceci signifie que la soit-disant «déclaration de succession» de la Bosnie-Herzégovine constituait une offre, qu'il appartenait à la République fédérale de Yougoslavie d'accepter ou de refuser. Seule l'acceptation par la République fédérale de Yougoslavie pouvait créer des liens conventionnels entre la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie

Il en résulte que la convention sur le génocide est applicable entre les Parties au présent litige à compter de la signature des accords de Dayton de 1995.

En effet, ce n'est que dans ces accords de Dayton (notamment l'annexe 6 mentionnée par M. l'agent le Dr. Etinski) que les Parties au présent litige ont admis l'applicabilité de la convention sur le génocide.

Qui plus est, ce n'est que dans les accords de Dayton que la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie se sont mutuellement reconnues. Avant cette date, et en l'absence de

reconnaissance mutuelle, il ne pouvait être question entre elles, d'offre et d'acceptation permettant de créer un lien conventionnel.

Plus généralement, et ceci est primordial, la non-reconnaissance mutuelle des deux Parties au présent litige, empêchait que la convention sur le génocide soit en vigueur entre ces parties. A défaut d'avoir reconnu la République fédérale de Yougoslavie, et d'avoir été reconnue par elle, la Bosnie-Herzégovine ne pouvait pas se prévaloir de la convention sur le génocide à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie.

Il est vrai, Monsieur le Président, que la Bosnie-Herzégovine, en assumant les obligations de la convention sur le génocide, s'était engagée à prendre, dans son ordre juridique interne, les mesures nécessaires afin de prévenir et de punir les actes de génocide tels que définis dans la convention. Cette convention n'établit des liens conventionnels que dans la mesure où elle accorde aux parties contractantes un droit de regard dans la mise en oeuvre de ses dispositions. Ce droit de regard apparaît dans l'article IX de la convention qui prévoit la possibilité d'une saisine de la Cour internationale de Justice à propos de l'interprétation, de l'application et de l'exécution de la convention. Le droit international conventionnel repose sur un *vinculum juris*, un lien juridique, entre Etats qui se reconnaissent mutuellement en tant que sujets de droit international. Or, au moment des faits qui font l'objet du présent litige, la République de Bosnie-Herzégovine n'était pas reconnue par la Yougoslavie comme un Etat souverain et indépendant, sujet de droit international; et la Yougoslavie n'était pas non plus reconnue par la Bosnie-Herzégovine. Cette reconnaissance n'a eu lieu, je le répète, que le jour de la signature des accords de Dayton. Avant cette date, la convention sur le génocide, dans

la mesure où elle pouvait créer des liens conventionnels, n'était pas applicable entre les deux Parties.

Ceci a été souligné par la République fédérale de Yougoslavie dans sa notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, qui lui est parvenue le 15 juin 1993, et je répète le texte de cette note de la Yougoslavie :

«Considering the fact that the replacement of sovereignty on the part of the territory of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia previously comprising the Republic of Bosnia and Herzegovina was carried out contrary to the rules of international law, the Government of the Federal Republic of Yugoslavia herewith states that it does not consider the so-called Republic of Bosnia and Herzegovina a party to that Convention, but does consider that the so-called Republic of Bosnia and Herzegovina is bound by the obligation to respect the norms on preventing and punishing the crime of genocide in accordance with general international law irrespective of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.» (Status of multilateral treaties for which the Secretary-General is a depositary, p. 89, note 3 - état fin 1994.)

Le bien-fondé de notre analyse, Monsieur le Président, est entièrement confirmée par la doctrine et par la pratique.

Sir Robert Jennings et sir Arthur Watts écrivent à ce sujet d'une façon très claire:

«Generally, a situation which is denied recognition, and the consequences directly flowing from it, will be treated by non-recognizing States as without international legal effect. Thus a non-recognized State will not be treated as a State, nor its government as a government of the State; and since the community or authority in question will thus not be treated as having the status or capacities of a State or government in international law, its capacity to conclude treaties, or to send agents of a diplomatic character, or to make official appointments of persons whose acts are to be regarded as acts of a State may all be called in question. Generally, in its relations with non-recognizing States that community will not benefit from those consequences which normally flow from the grant of recognition.» (Oppenheim's International Law, 9th ed., p. 199.)

De toute manière, le gouvernement non reconnu de la Bosnie-Herzégovine ne pouvait lier l'Etat vis-à-vis de la Yougoslavie.

Citons encore les mêmes auteurs:

«The non-recognized government will not be regarded by the non-recognizing States as competent to make its State a party to a multilateral treaty, or to act on behalf of the State in legal proceedings...» (*Idem*, p. 198.)

Ceci reflète exactement la position de la République fédérale de Yougoslavie. Elle n'a cessé de soutenir tout au long de cette affaire cette position devant votre Cour. La non-reconnaissance mutuelle des deux Etats Parties au présent litige, et par conséquent, de leurs gouvernements respectifs, empêche que des relations conventionnelles aient pu se créer par des actes unilatéraux émanant des ces entités non reconnues. Cela signifie que les «déclarations de succession» émanant de la République de Bosnie-Herzégovine et relatives à des traités et conventions auxquels la Yougoslavie est partie, ne sortent pas d'effets pour autant qu'il s'agit, comme nous l'avons déjà souligné, d'obligations contractuelles.

Par ailleurs, la pratique internationale récente confirme, tout d'abord, que la date de la reconnaissance d'un nouvel Etat est le début des relations conventionnelles qui aient pu exister avec l'Etat prédécesseur. Ainsi, la Suisse, ayant reconnu la Slovénie et la Croatie en date du 15 janvier 1992, déclare que les traités conclus antérieurement avec la Yougoslavie seront désormais applicables dans les relations bilatérales (*Revue suisse de droit international et européen*, 1993, p. 709).

Le mot «désormais» indique que l'application de ces traités a été suspendue pendant la période de non-reconnaissance.

Cette pratique confirme donc l'opinion des auteurs précités selon lesquels des relations conventionnelles ne sauraient exister entre des entités (Etats) qui ne se reconnaissent pas.

Citons, enfin, l'arrêt de la Cour suprême de la République fédérale d'Allemagne du 18 décembre 1959, où il est dit que :

«The Contracting Parties which are already bound by a multilateral convention can be bound by the accession of another State entity only to the extent that the latter is a subject of international law as far as they themselves are concerned... An entity which exists in fact requires, in addition, the recognition of its existence in some form... In relation to other States which do not recognize it as a subject of international law, such an entity cannot be a party to a treaty, let alone become a party merely by a unilateral declaration, as e.g., by accession to a multilateral convention, thus conferring upon itself the status of a subject of international law in relation to States which do not recognize it.» (International Law Reports, vol. 24, p. 87 et 88, les italiques sont de nous.)

En conclusion donc, la convention sur le génocide n'est devenue applicable entre la Yougoslavie et la Bosnie-Herzégovine que suite aux accords de Dayton de 1995. La convention n'était pas applicable entre les Parties, au moment des faits qui font l'objet du présent litige. La requête de la Bosnie-Herzégovine est donc irrecevable.

SUBSIDIAIREMENT, LA BOSNIE-HERZEGOVINE DOIT ETRE CONSIDEREE COMME PARTIE A LA CONVENTION SUR LE GENOCIDE A COMPTEUR DU MOIS DE MARS 1993

Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, la Yougoslavie soumet que la Bosnie-Herzégovine n'a pu devenir partie à la convention sur le génocide qu'au cours du mois de mars 1993, et plus particulièrement,

- soit le 29 mars 1993, conformément à la procédure d'adhésion prévue dans l'article 13 de la convention;
- soit, le 18 mars 1993, date où le Secrétaire général a transmis la déclaration de succession, de la Bosnie-Herzégovine à la République fédérale de Yougoslavie.

Nous soutenons en premier lieu que la soi-disant «déclaration de succession» de la Bosnie-Herzégovine est en réalité une déclaration d'adhésion.

En effet, la convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités donne la définition suivante de l'expression «notification de succession» :

«g) l'expression «notification de succession» s'entend, par rapport à un traité multilatéral, d'une notification, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par l'Etat successeur, exprimant le consentement de cet Etat à être considéré comme étant lié par le traité».

La convention de Vienne sur le droit des traités dit que l'adhésion s'entend de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son «consentement à être lié par le traité». La convention de Vienne ne mentionne, en dehors de la ratification, acceptation, approbation et adhésion, aucune autre expression pour désigner le consentement à être lié par un traité.

La notification de succession ne saurait dès lors être autre chose qu'une notification d'adhésion avec toutes les conséquences prévues dans l'article 13 de la convention sur le génocide qui dispose que :

«Toute ratification effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.»

La raison en est évidente. Ce délai doit permettre au dépositaire de notifier l'instrument de ratification ou autre, aux parties à la convention, avant que la convention entre en vigueur à l'égard de la nouvelle partie. Le délai a pour but d'éviter, que les Etats parties soient liés à leur insu vis-à-vis d'un nouvel Etat.

Ces considérations s'imposent avec la même vigueur lorsqu'un Etat choisit de devenir partie à une convention multilatérale dans un contexte de succession d'Etats. C'est la raison pour laquelle la Yougoslavie

soutient que la «déclaration de succession» de la Bosnie-Herzégovine est en réalité une adhésion à la convention sur le génocide. La convention n'a donc pu entrer en vigueur à l'égard de la Bosnie-Herzégovine que quatre-vingt-dix jours après le dépôt de sa déclaration, c'est-à-dire le 29 mars 1993.

Ces mêmes considérations fondent la thèse alternative de la Yougoslavie, selon laquelle la convention n'aurait pu entrer en vigueur entre la Bosnie-Herzégovine et la Yougoslavie qu'au moment où la République fédérale de Yougoslavie avait reçu la notification du Secrétaire général, c'est-à-dire le 18 mars 1993.

Toute conclusion contraire aurait pour effet absurde qu'un Etat partie à une convention multilatérale pourrait être lié à son insu à la suite d'une déclaration de succession émanant d'un Etat successeur.

Permettez-moi de donner ici l'exemple pratique de ce que je viens d'affirmer. La «notification de succession» du 29 décembre 1992 par laquelle la Bosnie-Herzégovine avait souhaité devenir partie à la convention sur le génocide avec effet rétroactif jusqu'au 6 mars 1992, a été notifiée aux Etats par le Secrétaire général de l'ONU, dépositaire, par la note circulaire C.N. 451.1992 datée du 18 mars 1993 ! Selon la thèse de la Bosnie-Herzégovine donc, tous les Etats parties à la convention de 1948, y compris la Yougoslavie, auraient, sans le savoir, été liés vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine pendant une période dépassant douze mois !

Un autre exemple flagrant, est celui de la notification de succession faite par la Bosnie-Herzégovine le 1^{er} septembre 1993. Dans cette notification, le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine se considère lié par plus de vingt-cinq instruments internationaux en vertu de la succession avec effet du 6 mars 1992. Parmi ces conventions, figurent

notamment les deux pactes internationaux de 1966. La notification dépositaire du Secrétaire général de l'ONU (C.N. 323.1993) porte la date du 18 janvier 1994 ! Cela signifie donc que, selon la thèse de la Bosnie-Herzégovine, toutes les parties à ces instruments internationaux étaient liées vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine, et sans le savoir de surcroît, pendant une période de près de deux ans !

L'anomalie, Monsieur le Président, ne s'arrête pas là. Dans cette notification de succession du 1^{er} septembre 1993, le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine fait des déclarations et des réserves que la République socialiste fédérative de Yougoslavie n'avait jamais faites ! Comment peut-on succéder à des engagements qui n'étaient pas ceux du soi-disant prédécesseur ? Comment peut-on faire des réserves là où le soi-disant prédécesseur ne les avait jamais faites ?

La notification de succession est soumise aux principes prévus dans l'article 73 de la convention de Vienne sur le droit des traités, qui concerne la question de savoir à quel moment une notification ayant trait à la «vie» du traité - comme celle établissant le consentement à être lié - doit être considérée comme produisant des effets vis-à-vis des autres Etats. Le commentaire de la Commission du droit international est particulièrement éclairant.

La CDI analyse alors le cas où le traité a un dépositaire.

Elle en dit ce qui suit :

«Dans ce cas, par la force des choses, il s'écoule un certain laps de temps avant que la notification parvienne à l'Etat auquel elle est destinée. Inévitablement, le fonctionnement du dispositif administratif du dépositaire et le fait même de la transmission entraînent un certain retard. La Commission a même appris que, dans la pratique, il se produisait des cas où ce retard se mesurait non pas en jours, mais en semaines. La question de principe à résoudre est de savoir si le dépositaire doit être considéré comme l'agent de chacune des parties, auquel cas la réception d'une notification ou d'une communication par le dépositaire devrait être considérée comme

équivalant à la réception par l'Etat auquel elle était destinée. Sur ce point, la majorité des membres de la Commission sont parvenus à la conclusion que le dépositaire doit être considéré comme n'étant rien d'autre qu'un rouage commode pour l'accomplissement de certains actes relatifs à un traité et pour la transmission des notifications et communications aux Etats parties au traité ou ayant qualité pour devenir parties au traité. En conséquence, de l'avis de la Commission, et *j'insiste là-dessus, le dépositaire ne doit pas être considéré comme l'agent général de chacune des parties et la réception d'une notification ou communication par le dépositaire ne doit pas être considérée comme valant ipso facto réception par chacun des Etats auxquels la notification ou communication est destinée. Si l'on devait adopter l'opinion contraire ..., le destinataire d'une notification ou d'une communication qui n'a pas encore eu connaissance de celle-ci peut, en toute innocence, commettre un acte qui enfreint les droits légitimes de l'Etat auteur de la notification ou de la communication.*» (In: Conférence des Nations Unies sur le droit des Traités, première et deuxième sessions, Documents officiels, p. 97-98, par. 4; les italiques sont de nous.)

Ceci reflète exactement la thèse de la République fédérale de Yougoslavie : la notification de la Bosnie-Herzégovine ne peut produire ses effets, c'est-à-dire que la convention ne peut entrer en vigueur entre la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie, qu'à compter du moment où elle a été reçue par la Yougoslavie. Or, les Etats parties n'ont été informés par le Secrétaire général que le 18 mars 1993.

Donc subsidiairement nous disons : «la convention sur le génocide n'était donc pas en vigueur entre la Bosnie et la Yougoslavie avant le 18 mars 1993».

Et à titre entièrement subsidiaire, je tiens encore à mentionner qu'en tout état de cause, la Bosnie n'a pas pu devenir partie à la convention sur le génocide avant la réception, par le Secrétaire général, de la déclaration de la Bosnie en date du 29 décembre 1992.

Ceci, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, termine mon exposé sur les questions relatives à la succession d'Etats. Qu'il me soit encore permis de formuler brièvement les conclusions suivantes au nom de la Yougoslavie :

La convention sur la prévention et la répression du crime de génocide n'était pas applicable entre les Parties au moment pertinent, parce que :

1) La République de Bosnie-Herzégovine n'était pas partie à la convention à compter de sa proclamation d'indépendance, car il n'y a pas de succession automatique aux traités conclus par l'Etat prédécesseur;

2) A supposer qu'une succession automatique soit de règle pour les conventions relatives aux droits de l'homme, elle ne s'applique pas aux traités de droit pénal international. La convention sur le génocide appartient à cette catégorie;

3) La convention sur le génocide n'a pu entrer en vigueur entre les Parties qu'à partir des accords de Dayton, qui établissent l'applicabilité de la convention, et dans lesquels les Parties se reconnaissent mutuellement. La convention n'était pas applicable à défaut d'une reconnaissance mutuelle des Parties avant cette date.

4) La déclaration unilatérale de succession du 29 décembre 1992 ne pouvait que lier la Bosnie-Herzégovine. Elle ne saurait avoir un effet rétroactif et ne peut créer des liens conventionnels que suivant les modalités prévues dans les clauses finales de la convention sur le génocide. Elle a le caractère d'une adhésion.

Tout au plus, la déclaration de la Bosnie-Herzégovine pouvait-elle créer ses effets à partir du moment où elle avait été transmise à la Yougoslavie;

5) A titre tout à fait subsidiaire, la convention sur le génocide n'a pu entrer en vigueur entre les Parties au plus tôt à la date de la

réception, par le dépositaire, de la déclaration de la Bosnie-Herzégovine.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, j'ai terminé mon exposé, je vous remercie pour votre indulgence et pour votre attention.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, Professeur Suy, et la Cour observera maintenant une pause, la séance sera reprise dans une quinzaine de minutes.

L'audience est suspendue de 16 h 20 à 16 h 35.

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience est reprise et j'appelle à la barre le professeur Ian Brownlie.

Mr. BROWNLIE: Thank you, Mr. President, in taking the floor I would like to take advantage of this opportunity to congratulate the Court on the fiftieth anniversary of its establishment. And on my part this is much more than a formality. I have had the privilege of appearing now before five successive Presidents of the Court.

Mr. President, distinguished Members of the Court, in my first address in the First Round I shall concern myself with the legal underpinnings of the first preliminary objection of Yugoslavia.

The first preliminary objection

The first preliminary objection is based on the fact that at the material time a civil war existed in Bosnia and that the key elements adduced by the Memorial relate to civil strife. And consequently, there is no dispute between Bosnia and Yugoslavia for the purposes of

Article IX of the Genocide Convention, and this is apparent on the face of the Memorial and the Application.

The existence of a dispute for the purposes of Article IX of the Convention has the character of a preliminary question

The lack of applicability of the provisions of the Genocide Convention to the subject-matter of the Application produces a bar to the competence of the Court which can be classified in two ways.

In the first place the jurisdictional clause requires the existence of a dispute, and the absence of a relevant subject-matter constitutes a question of the applicability of the jurisdictional clause and therefore an issue of competence.

At the same time the absence of any legal dispute between the parties precedes competence and may be classified as a preliminary objection of a non-jurisdictional character. The nature of such an objection was explained by Sir Gerald Fitzmaurice in his separate opinion in the *Northern Cameroons* case as follows:

"There are however other objections, not in the nature of objections to the competence of the Court, which can and strictly should be taken in advance of any question of competence. Thus a plea that the Application did not disclose the existence, properly speaking, of any legal dispute between the parties, must precede competence, for if there is no dispute, there is nothing in relation to which the Court can consider whether it is competent or not. It is for this reason that such a plea would be rather one of admissibility or receivability than of competence. In the present case, this particular ground of objection arose as one of competence, because the jurisdictional clause invoked, namely Article 19 of the Trust Agreement, itself required the existence of a dispute."

But he then continues:

"But irrespective of the particular language of the jurisdictional clause, the requirement that there must be an actual dispute in the proper sense of the term, and not merely (for instance) a simple difference of opinion, is a general one, which must govern and limit the power of any tribunal to act. For reasons I shall give later, I consider that there was not,

in this sense, a dispute in the presence case." (*I.C.J. Reports 1963*, p. 105.)

And in the same separate opinion, Fitzmaurice also classified such objections as "pre-preliminary objections" (*I.C.J. Reports 1963*, p. 103).

In this context, Mr. President, the Statement of the Applicant State on the Preliminary Objections is of particular interest.

This document contains the following characterization of the first preliminary objection:

"1.3. The Respondent invites the Court to declare as a matter of law that the complaint of the Republic of Bosnia and Herzegovina is inadmissible because the acts complained of occurred in the course of a civil war in Bosnia and Herzegovina. The Respondent also invites the Court to declare the complaint inadmissible as a matter of fact because it contends (without any substance) that it is not the perpetrator of the acts alleged in the complaint.

1.4. The Court is respectfully requested to reject both contentions: the first as a matter of law and the second because it goes to the merits of the case." (Statement, pp.31-32.)

I would respectfully draw attention to the final sentence, because this clearly recognizes that the first preliminary objection is classified as preliminary. The Court will appreciate that the fact that the subject-matter may in a different context relate to the merits does not exclude its preliminary character in the form in which it is now presented, that is to say, that there is no dispute in existence within the meaning of the relevant jurisdictional clause.

And Mr. President, I shall now elaborate upon the constituents of the first preliminary objection.

The key elements in the Application and Memorial relate to episodes of civil strife

In the first place, the key elements in the Application and Memorial relate to episodes of civil strife. The text of the Application confirms that the conflict which developed within Bosnia involved Serb militia forces or paramilitary groups. And thus paragraph 16 of the Application reads:

"On 7 April, Serb militia forces, acting at the behest of and in co-operation with the former Yugoslav People's Army announced that they had somehow created the so-called 'Serbian Republic of Bosnia and Herzegovina'. These former Yugoslav People's Army military and paramilitary forces and militia quickly seized about two-thirds of the territory of the Republic of Bosnia and Herzegovina. These former Yugoslav People's Army military, paramilitary, and militia forces rapidly conquered ethnically mixed areas and Muslim-majority areas in central and eastern Bosnia."

The specific allegations of atrocities contained in paragraphs 34 to 83 of the Application refer consistently to "Serbian paramilitary units", "Serb militia forces", or "Serbian forces".

The specific allegations in the Memorial follow the same pattern (see Memorial, pp. 17-59).

The withdrawal of Yugoslav armed forces

The next constituent element concerns the withdrawal of Yugoslav armed forces, sometimes referred to in the documents as the JNA. By the early part of May 1992 the Yugoslav armed forces had withdrawn from Bosnia. The Bosnian Memorial itself states that on 27 April 1992 the Yugoslav Government "ordered all Federal Army troops to leave the territory of the Republic" (p. 77, para. 2.3.6.1).

And in the Memorial of the Applicant State, there is a total failure to produce evidence that the command structure of Bosnian Serb forces was linked to that of the Yugoslav armed forces after their withdrawal. And

the Secretary-General's Report of 30 May 1992 (S/24049) clearly indicates the absence of a command structure as early as May 1992, in the light of the obvious independence of action of the commander of the Bosnian Serb forces.

The key paragraphs of that report are as follows:

"8. Uncertainty about who exercises political control over the Serb forces in Bosnia and Herzegovina has further complicated the situation. The Bosnia and Herzegovina Presidency had initially been reluctant to engage in talks on these and other issues with the leadership of the 'Serbian Republic of Bosnia and Herzegovina' and insisted upon direct talks with the Belgrade authorities instead. A senior JNA [Yugoslav National Army] representative from Belgrade, General Boskovic, has conducted discussions with the Bosnia and Herzegovina Presidency, but it has become clear that his word is not binding on the commander of the army of the 'Serbian Republic of Bosnia and Herzegovina', General Mladić. Indeed, as indicated in paragraph 6 (b) above, Serb irregulars attacked a JNA convoy withdrawing from a barracks at Sarajevo on 28 May under arrangements negotiated by General Boskovic. It also appears that the heavy shelling of Sarajevo on the night of 28/29 May took place on the orders of General Mladic in direct contravention of instructions issued by General Boskovic and the JNA leadership in Belgrade.

9. Given the doubts that now exist about the ability of the authorities in Belgrade to influence General Mladić, who has left JNA, efforts have been made by UNPROFOR to appeal to him directly as well as through the political leadership of the Serbian Republic of Bosnia and Herzegovina. As a result of these efforts General Mladić agreed on 30 May 1992 to stop the bombardment of Sarajevo. While it is my hope that the shelling of the city will not be resumed, it is also clear that the emergence of General Mladić and the forces under his command as independent actors apparently beyond the control of JNA greatly complicates the issues raised in paragraph 4 of Security Council resolution 752 (1992). President Izetbegović has recently indicated to senior UNPROFOR officers at Sarajevo his willingness to deal with General Mladić but not with the political leadership of the Serbian Republic of Bosnia and Herzegovina."

The text of the Memorial (pp. 81-94) is devoted to the following proposition:

"Contrary to Belgrade's repeated claims that it has stopped interfering in the Bosnian war after the withdrawal of federal troops in May 1992, Belgrade's involvement in the war in the Republic of Bosnia and Herzegovina still continues. Since

27 April 1992 the Serb forces in Bosnia and Herzegovina have continuously received logistical support from the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro)." (Memorial, p. 81, para. 2.3.7.1.)

Mr. President, this passage contains a clear admission of the separate organizational identify of "the Serb forces in Bosnia". And if I can take the unproven assertion of Belgrade's involvement on its own terms, it assumes that one military organization is providing "logistical support" to another military organization, which is independent of the first.

Mr. President, for the purpose of my argument, but not otherwise, let it be assumed that the factual assertions of Bosnia in this regard are correct. What would the legal consequences be?

In my submission they would be two-fold. First, the alleged assistance by Yugoslavia to one of the parties to a civil war would not change the essential character of the civil war.

Secondly, such assistance would not as a matter of law involve responsibility for breaches of duties arising under the Genocide Convention on the part of Yugoslavia. And this for two reasons.

First, Yugoslavia could only be responsible for breaches in respect of her own territory.

Secondly, this Court, in its Judgment on the Merits phase of the Nicaragua case, held that the giving of assistance to paramilitary forces by the United States did not of itself involve imputability to the United States of acts contrary to humanitarian law carried out by the paramilitary forces:

"114. In this respect, the Court notes that according to Nicaragua, the contras are no more than bands of mercenaries which have been recruited, organized, paid and commanded by the Government of the United States. This would mean that they have no real autonomy in relation to that Government. Consequently,

any offence which they have committed would be imputable to the Government of the United States, like those of any other forces placed under the latter's command. In the view of Nicaragua, "stricto sensu, the military and paramilitary attacks launched by the United States against Nicaragua do not constitute a case of civil strife. They are essentially the acts of the United States." If such a finding of the imputability of the acts of the *contras* to the United States were to be made, no question would arise of mere complicity in those acts, or of incitement of the *contras* to commit them.

115. The Court has taken the view (paragraph 110 above) that United States participation, even if preponderant or decisive, in the financing, organizing, training, supplying and equipping of the *contras*, the selection of its military or paramilitary targets, and the planning of the whole of its operation, is still insufficient in itself, on the basis of the evidence in the possession of the Court, for the purpose of attributing to the United States the acts committed by the *contras* in the course of their military or paramilitary operations in Nicaragua. All the forms of United States participation mentioned above, and even the general control by the respondent State over a force with a high degree of dependency on it, would not in themselves mean, without further evidence, that the United States directed or enforced the perpetration of the acts contrary to human rights and humanitarian law alleged by the applicant State. Such acts could well be committed by members of the *contras* without the control of the United States. For this conduct to give rise to legal responsibility of the United States, it would in principle have to be proved that the State had effective control of the military or paramilitary operations in the course of which the alleged violations were committed.

116. The Court does not consider that the assistance given by the United States to the *contras* warrants the conclusion that these forces are subject to the United States to such an extent that any acts they have committed are imputable to that State. It takes the view that the *contras* remain responsible for their acts, and that the United States is not responsible for acts of the *contras*, but for its own conduct vis-à-vis Nicaragua, including conduct related to the acts of the *contras*. What the Court has to investigate is not the complaints relating to alleged violations of humanitarian law by the *contras*, regarded by Nicaragua as imputable to the United States, but rather unlawful acts for which the United States may be responsible directly in connection with the activities of the *contras* ..."
(*I.C.J. Reports 1986*, pp. 64-65.)

The existence of a civil war in Bosnia from April 1992 onward was a matter of public knowledge

Mr. President, I turn now to the evidence that the conflict within Bosnia since April 1992 (at the least) constituted a civil war. The conflict involved three major political entities: the Bosnian Serbs, the Bosnian Croats, and the Muslim followers of Mr. Izetbegović. In addition, there was a minor player perhaps, a fourth entity controlled by the Muslim followers of Mr. Abdić.

The existence of what was, in essence, a three-sided civil war was and is a matter of public knowledge.

It thus comes as no surprise that those involved in different ways with events in Bosnia refer to "the civil war in Bosnia". This description is used in the document entitled *Report on the Historical Background of the Civil War in the Former Yugoslavia*, prepared by the United Nations Commission of Experts under the Chairmanship of Professor M. Cherif Bassiouni and published in March 1994. Apart from the reference in the title itself, there is a reference to "the civil war in Bosnia" at page 50 of the Report.

The Opinion of Lord Owen

It is of more than passing interest to note the way in which Lord Owen, the distinguished politician and mediator, characterizes the developments in Bosnia. Writing in 1995, he had this to say:

"By the summer of 1992 the first war in the disintegration of Yugoslavia, the Serb-Croat war of July 1991-January 1992, had reached an uneasy truce. The second war, the war between the Bosnia-Herzegovina government forces and the Bosnian Serbs in Bosnia-Herzegovina which flared up in April 1992, had reached the stage where over 65 per cent of the country was in the hands of the Serbs." (David Owen, *Balkan Odyssey*, London, 1995, p. 2.)

This characterization clearly reveals that the conflict within Bosnia-Herzegovina was essentially a civil war.

The expert opinion of Mr. Antonio Pedauye, former mission head of the United Nations Protection Forces

At a press conference in New York on 7 February 1996 the former Mission Head of the United Nations Forces in Bosnia and Herzegovina, Mr. Antonio Pedauye, expressed his opinion that peace-keepers involved in an internal conflict must be given the military capability to act, because, he says, otherwise the United Nations would be humiliated.

The report of the press conference from the *News Summary* provided by the United Nations Information Centre in the United Kingdom is as follows:

"BOSNIA: Peace-keepers involved in an internal conflict must be given adequate force and the military capability to act, otherwise the United Nations would be humiliated, the former Mission Head for the United Nations Protection Forces (UNPROFOR) in Bosnia and Herzegovina, Antonio Pedauye, told correspondents in New York on 7 February. He said that from the moment a rapid reaction force with 155 millimetre guns was stationed on Mount Igman, there was a different dialogue in town."

And I will leave the Court to see the entire passage in the transcript, but it is quite clear what he, as an expert and an experienced person in relation to these events, thought of the character of the conflict.

"There was a price to pay for peace, and with 150 dead and 1,000 wounded, UNPROFOR had paid it. Mr. Pedauye said it had been wrong to call UNPROFOR a peace-keeping operation because there had never been a peace to keep or even a cease-fire to monitor until last October. Paradoxically, now that there was a peace to keep, the Implementation Force (IFOR), which was basically a North Atlantic Treaty Organization (NATO) military operation, was promptly provided with the resources and means to do the job. The UN had operated with a limited mandate. The "safe areas" were never safe; they were threatened areas and UNPROFOR had been asked not to defend them, but to deter attacks against them. Only 7,000 soldiers were provided after long delays even though the Secretary-General had indicated that 34,000 troops would be required in order for UNPROFOR to carry out its responsibilities effectively." (NS/2/96, dated 20 February 1996.)

I move on to the expert opinion of the Director of the Defence Intelligence Agency of the United States Defence Department.

The Expert Opinion of the Director of the Defence Intelligence Agency of the United States Defence Department

In a Report dated 22 February 1996 of an assessment prepared for the Senate Select Committee on Intelligence by the Director of the Defence Intelligence Agency, Lieutenant-General Patrick Hughes, of the prospects of peace in Bosnia, there are several references to the possibility of a resumption of civil war in Bosnia (Source: *International Herald Tribune*, 21 March 1996).

The report includes the following assessment by the Director. The report states:

"General Hughes said the strategic goals of the warring factions in the region had not fundamentally changed since the days of the civil war and that tensions among them would probably grow in the months leading up to the NATO pullout."

Mr. President, for present purposes, it is not a question of agreeing with the gloomy prognosis but of pointing to the Director's clear assumption that the conflict now ended had been a civil war.

Keesing's Record of World Events

I turn next to a report in *Keesing's Record of World Events*, a well-known and reputable news digest and reference work. In the *News Digest* for June 1992 (p. 38970) there is the heading: "Former Yugoslavia: diplomatic activity relating to civil war". The first paragraph under this heading is as follows:

"International efforts to end the continuing civil war in the former Yugoslavia centred in June on the rapidly deteriorating situation in Bosnia-Herzegovina, and in particular on efforts to secure a ceasefire between Serb and Bosnian forces in the capital, Sarajevo, in order to open the airport to humanitarian aid for the city, which had been under siege since April. On June 20, the Bosnian Presidency declared a state of war, and a general mobilization in Bosnia-Herzegovina, where, it said, 7,200 people had been killed since the start of fighting,

more than 30,000 were missing presumed dead, and there were 1,303,469 refugees."

**Opinion of the German Federal Minister of Justice, Sabine
Leutheuser-Schnarrenberger**

A further example is provided by the statement of Sabine Leutheuser-Schnarrenberger, the German Federal Minister of Justice, made in the German Parliament on 9 March 1995. I offer the English translation. She said:

"Mr. President . . . In the interest of the case I wish to point out the extent to which there is agreement within the fractions with regard to all fundamental questions. We all are looking in disbelief at the developments in former Yugoslavia, the atrocities that have been taking place there. We are shocked to find out how little influence the union of states has had on those involved in the civil war.

We draw a certain degree of hope from the determination of the United Nations to at least prosecute those who during the course of the conflict violated the Humanitarian International Law. We all have agreed and today still agree on entrusting an international court of law, authorized by the international community, with this task. Thus we have to welcome the Security Council's decision to take up Germany's suggestion of establishing an International Yugoslavia Criminal Court in The Hague."

The German text of the Statement as a whole is available to the Court, together with an English translation of the Statement as a whole.

The result of my sample of authoritative opinions is as follows. Four individuals of different nationalities and with different roles, all share the same opinion: that is, that the conflict within the region of Bosnia-Herzegovina at the material time had the character of a civil war.

I move on to another relevant precedent, the decision of the International Tribunal relating to Former Yugoslavia in *Prosecutor v. Dusko Tadić*. It is necessary to affirm that the Government of the Federal Republic of Yugoslavia formally reserves its position on the opinions adopted by this Tribunal whether on matters of fact or of law. However,

the decision of the Appeals Chamber in the *Tadić* case has a certain relevance and is invoked in case it is of assistance to the Court.

ICTFY: Decision in the Appeals Chamber in Prosecutor v. Dusko Tadić

In its Decision in the Appeals Chamber in *Prosecutor v. Dusko Tadić* the International Tribunal in The Hague reviewed the evidence of the intention of the Security Council in establishing the International Tribunal.

In this context it is clear that the Appeals Chamber was of the opinion that the Security Council had not acted on the assumption that the Bosnian Serbs were acting as agents of the Federal Republic of Yugoslavia. On this point the Appeals Chamber observed:

"that the Security Council purposely refrained from classifying the armed conflicts in the former Yugoslavia as either international or internal and, in particular, did not intend to bind the International Tribunal by a classification of the conflicts as international, is borne out by a *reductio ad absurdum* argument. If the Security Council had categorized the conflict as exclusively international and, in addition, had decided to bind the International Tribunal thereby, it would follow that the International Tribunal would have to consider the conflict between Bosnian Serbs and the central authority of Bosnia-Herzegovina as international. Since it cannot be contended that the Bosnian Serbs constitute a State, arguably the classification just referred to would be based on the implicit assumption that the Bosnian Serbs are acting not as a rebellious entity but as organs or agents of another State, the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia-Montenegro). As a consequence, serious infringements of international humanitarian law committed by the government army of Bosnia-Herzegovina against Bosnian Serbian civilians in their power would not be regarded as "grave breaches", because such civilians, having the nationality of Bosnia-Herzegovina, would not be regarded as "protected persons" under Article 4, paragraph 1 of the Geneva Convention IV. By contrast, atrocities committed by Bosnian Serbs against Bosnian civilians in their hands would be regarded as "grave breaches", because such civilians would be "protected persons" under the Convention, in that the Bosnian Serbs would be acting as organs or agents of another State, the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia-Montenegro) of which the Bosnians would not possess the nationality. This would, of course, be an absurd outcome, in that it would place the Bosnian Serbs at a substantial legal disadvantage vis-à-vis the central authorities of Bosnia-Herzegovina. This absurdity bears out the fallacy of

the arguments advanced by the Prosecutor before the Appeals Chamber." (*Decision*, para. 77.)

Who were the parties to the conflict?

Mr. President whatever one may think of the precise logic of the *reductio ad absurdum*, it is quite clear that the Appeals Chamber does not regard the Bosnian Serbs as the agents of another State.

Mr. President, it is of particular relevance to discover which entities were identified as parties to the conflict in Bosnia-Herzegovina by the principal actors on the international scene. In his *Further Report to the Security Council on the situation in Croatia and Bosnia-Herzegovina*, dated 24 November 1992, the Secretary-General had this to say:

"38. On the basis of agreements reached with the three Bosnia and Herzegovina parties in Geneva, UNPROFOR has succeeded in setting up a Mixed Military Working Group (MMWG), which held its first meeting in Sarajevo on 23 October 1992. The MMWG is now chaired by the Chief of Staff of BHC and consists of representatives of the three parties (the Presidency of Bosnia and Herzegovina, Bosnian Croats and Bosnian Serbs). This is the first time that the parties have agreed to tripartite meetings in Sarajevo to address major issues of concern. The MMWG has held six meetings so far. First, further meetings are to be held every three or four days. The subjects primarily addressed by the MMWG so far have been (a) demilitarization of parts or all of Sarajevo, (b) opening of routes within and to Sarajevo, and (c) establishment of a cease-fire in specified areas or all of Bosnia and Herzegovina. At the sixth meeting on 10 November 1992, the three sides agreed to and signed a cease-fire for all of Bosnia and Herzegovina to be effective at midnight 11/12 November 1992." (Doc. S/24848, 24 November 1992, para. 38.)

Here, Mr. President, the Secretary-General refers in the clearest terms possible to "the agreements reached with the three Bosnia and Herzegovina parties in Geneva".

The identification of the three parties as the Presidency of Bosnia and Herzegovina, the Bosnian Croats, and the Bosnian Serbs is to be found in the documentation relating to the International Conference on the

Former Yugoslavia convened in London on 26-28 August 1992. This Conference produced a "Programme of Action on Humanitarian Issues agreed between the Co-Chairman to the Conference and the Parties to the Conflict". The parties referred to are "the parties to the conflict in Bosnia", and are those entities referred to in the Secretary-General's Report which I have just cited. The Programme of Action constituted an agreement which was signed by the representatives of the three parties to the conflict, Alija Izetbegović, Radovan Karadžić and Mate Boban.

The Programme of Action was published as Annex III to the Report on the situation of Human Rights submitted by Mr. Mazowiecki, Special Rapporteur of the Commission on Human Rights, in his report of 10 February 1993 (E/CN.4/1993/50).

Mr. President, this identification of the parties to what was a three-sided civil war is authoritative. It is an identification adopted by all the principal actors at the relevant time and it constituted a vital component of the procedural framework for negotiations on humanitarian issues and dispute resolution generally.

The framework created by the London Conference on 26-28 August 1992 provided the basis for a series of further meetings: in Geneva in January 1993 and three rounds of talks in New York early in 1993.

The overall character of these meetings is indicated clearly by the Secretary-General's Report to the General Assembly dated 18 January 1993 (Doc. A/47/869). For the convenience of the Court, paragraphs 2 to 9 of the Report will be included in the transcript. I shall not read the document but it is an important document, it gives the full flavour of that time.

"II. INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE FORMER YUGOSLAVIA

2. In paragraph 11 of its resolution 47/121, the General Assembly requested the Co-Chairmen of the International Conference on the Former Yugoslavia to conclude expeditiously the work of the Working Group on the Republic of Bosnia and Herzegovina, to report on the reasons for the lack of progress and to submit proposals to overcome obstacles in the fulfilment of their mandate by 18 January 1993.

3. On 16 December 1992, the Co-Chairmen of the Steering Committee of the International Conference issued invitations to the three sides in Bosnia and Herzegovina to come to Geneva from 2 January 1993 onwards for talks on the following matters: "to discuss a sustainable cessation of hostilities; the demilitarization of Sarajevo; an agreement on a pull-back from the military front line in a way that reinforces and goes with the grain of an overall political settlement; ensuring free access of all citizens in and out of besieged cities and towns; and the free movement of humanitarian aid".

4. The proceedings of the Geneva talks are related in the reports of the Secretary General thereon. As will be seen from those reports, the Co-Chairmen on 4 January 1993 put to the delegations in the peace talks a comprehensive package as the basis for a fair, just and lasting peace. They asked the delegations to sign an agreement relating to Bosnia and Herzegovina, which included a set of 10 Constitutional Principles and had annexed to it a map setting out the organization of the country into 10 provinces, and an agreement for peace in Bosnia and Herzegovina. The texts of these two documents are annexed to the report of the Secretary-General of 6 January 1993. The Co-Chairmen explained that the two documents were inextricably linked and indicated that if, at any time, the three parties proposed agreed changes in either of the two documents or the provincial map, those changes would be incorporated.

5. The Co-Chairmen expressed the hope that all Bosnian sides would sign the two documents. However, if any party wished to think about the issues involved overnight, the Co-Chairmen would be ready to hold another plenary meeting on 5 January. Alternatively, if one or more parties wished to take the document back for consultations, a further plenary meeting would be called at Geneva on 10 January after a recess for the Orthodox Christmas.

6. One of the delegations accepted the documents and signed them immediately. The other two asked for further discussions on parts of the two documents and on the map proposed by the Co-Chairmen. Accordingly, it was decided that the Conference would recess until 10 January. The Co-Chairmen strongly urged that there be maximum military and political restraint in the intervening days. They also urged maximum restraint in public statements by participants.

7. In the report which the Secretary-General submitted to the Security Council on 6 January 1993, he stated:

'21. The peace talks represented a historic step forward in the pursuit of peace in Bosnia and Herzegovina. Discussions took place on the three critical components for achieving peace in Bosnia and Herzegovina: the constitutional principles; the delimitation of provinces; and arrangements for implementing and monitoring a cessation of hostilities.

22. All the delegations participating in the talks pledged their cooperation with the Co-Chairmen in the search for peaceful solutions. The peace process has thus taken on a qualitatively new dimension. Henceforth it should be easier to establish clearly who is cooperating and who is not. I believe that the Security Council should let it be known clearly to all sides in Bosnia and Herzegovina that it is their duty to cooperate with the Co-Chairmen in bringing the conflict in Bosnia and Herzegovina to an end swiftly, and that there would be penalties for obstruction.

23. In the view of the ongoing talks in Geneva, it remains my sincere belief that, if the Council decides to adopt a resolution enforcing the ban on non-authorized flights over Bosnia and Herzegovina, it would be helpful if its implementation could be delayed for a reasonable period of time.'

8. At the resumption of the talks, on 10 January, the Co-Chairmen noted that they had placed before the delegations a comprehensive package which, they believed, represented a fair, just and lasting peace in Bosnia and Herzegovina. The package consisted of: a draft agreement relating to Bosnia and Herzegovina which dealt with the delimitation of provinces, a constitutional framework, and humanitarian issues; and a draft agreement for peace in Bosnia and Herzegovina which dealt with observance and monitoring of the cessation of hostilities. They reminded the delegations that in presenting the package they had explained that its two agreements were inextricably linked and had indicated that if all three parties proposed mutually agreed changes, the changes would be incorporated. They noted that Mr. Mate Boban of the Bosnian Croat side had accepted and signed the two Agreements. President Alija Izetbegović of Bosnia and Herzegovina had accepted the Constitutional Principles and the Agreement dealing with observance of a cessation of hostilities. He had not accepted, however, certain of the proposed provincial boundaries. Mr. Radovan Karadžić of the Bosnian Serb side, they further noted, had deferred expressing his views with respect to both of the documents until the resumption of the peace talks.

9. Following introductory statements by the Co-Chairmen, Mr. Boban reaffirmed his delegation's acceptance of the two Agreements, which he had already signed. Mr. Haris Silajdžić, Minister for Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina, stated that his delegation formally accepted the Constitutional Principles proposed by the Co-Chairmen. Mr. Karadžić stated that the two Agreements were acceptable as a basis for discussion, but that further talks were necessary to settle details with regard to the Constitutional Principles and the proposed delimitation of provinces. With regard to the former, he submitted a document containing eight suggested principles."

Now in this Report paragraph 3 refers to "the three sides in Bosnia and Herzegovina", whilst paragraph 4 (final sentence) refers to "the three parties", and to "one or more parties".

In paragraph 8 there are references to "the Bosnian Croat side" and "the Bosnian Serb side".

Mr. President, it is clear, as it was to most observers at the time, that the purpose of the Working Group on the Republic of Bosnia and Herzegovina was to bring to an end the trilateral internal conflict in the territory of Bosnia and Herzegovina.

The parties to the conflict were the Muslim group led by Mr. Izetbegović, the Bosnian Serbs and the Bosnian Croats. This was the factual and political basis for the operations of the International Conference on the Former Yugoslavia.

The written pleadings produced by the Applicant State

By way of a conclusion on the question of the nature of the parties to the conflict, I would respectfully draw the attention of the Court to the pleadings produced by the other side.

I turn first to Section 2.3.6 of the Memorial, entitled "JNA's continued presence in the Republic of Bosnia and Herzegovina" (pp.71-81). For present purposes the facts presented in this section are analysed as

they stand on the page (but this with a reservation as to their accuracy).

The facts presented involve allegations that the Yugoslav National Army forces - the JNA forces - remained in Bosnia and retained their equipment, and also allegations of influence from Belgrade upon the Bosnian Serbs. And yet, Mr. President, there is no assertion, let alone proof, that Yugoslavia was a party to the conflict within Bosnia.

And if Yugoslavia had been a party to the conflict, would the Working Group on the Republic of Bosnia and Herzegovina have operated as it did? Why is it that Yugoslavia is not referred to as a party to the conflict in Bosnia-Herzegovina? The answer, Mr. President, is because none of the governments or persons concerned believed that Yugoslavia was a party to the conflict within Bosnia and Herzegovina.

The Statement of the Applicant State on preliminary objections at pages 31-39 simply relies upon the material in the Memorial in its response to Yugoslavia's first preliminary objection (Statement, p. 32, para. 1.5).

Concluding submissions

Mr. President, I can now produce my concluding submissions.

First: the subject-matter of the allegations contained in the Application and in the Memorial does not constitute a dispute between the Applicant State and Yugoslavia for the purposes of Article IX of the Genocide Convention.

Secondly: the Applicant State has not provided any evidence, much less prima facie evidence, of a dispute within the terms of Article IX of the Genocide Convention.

Thirdly and finally: the existence or not of a dispute has the character of a preliminary question and it is not appropriate in the circumstances of the present case to postpone the issue to the merits phase.

Mr. President, I thank you and your colleagues for their patience.

The PRESIDENT: Thank you very much, Professor Ian Brownlie, for your statement. The Court will resume its session tomorrow morning at 10 o'clock. Thank you very much.

The Court rose at 5.15 p.m.
